

LA PRESSE EN REVUE...



LUNDI 27 AVRIL 2015

SOMMAIRE

- 1) Une arnaque de plus
- 2) Les fans de Le Pen !
- 3) Elle adore ça
- 4) Sa vision à lui...
- 5) Ils sont préoccupés...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Panneaux solaires: arnaque, cavalerie et 50 millions d'euros évanouis



Entrée en bourse, Frédéric Errera au centre

Près de 50 millions d'euros récoltés, mille personnes dépossédées, 521 plaintes, une information judiciaire ouverte à Marseille: l'affaire que révèle Mediapart est celle d'une cavalerie financière basée sur la vente de panneaux photovoltaïques. Elle raconte aussi comment le chef d'entreprise a bénéficié de la proximité active des deux commissaires aux comptes. Ils sont aujourd'hui poursuivis. L'un d'eux est le président de l'ordre des experts-comptables d'Île-de-France.

C'est l'histoire d'une cavalerie financière et d'une cécité troublante. Une cavalerie de près de 50 millions d'euros a ruiné de gros investisseurs (jusqu'à 2,5 millions d'euros) et une foule de petits ou tout petits épargnants, à l'image de cette grand-mère dont les 17 000 euros d'économie ont disparu. Quant à la cécité, ou la fascination, elle a frappé la chaîne des autorités précisément chargées de détecter les irrégularités ou les illusions, puis de les combattre : commissaires aux comptes fort bien rémunérés, dont l'un d'eux est président de l'ordre des experts-comptables de Paris-Île-de-France, gendarmes de la bourse, un greffier, un notaire, le tout dans la majestueuse lenteur de la justice.

Ce petit Madoff français apparaît dans la foulée du premier, dès 2007, à la fois ébloui et dépassé par le succès de sa propre affaire, et les millions qui vont avec. Il s'appelle Frédéric Errera, il a 34 ans à l'époque, il est gestionnaire de patrimoine et il crée l'entreprise Solabios qui fabrique de la finance à partir de panneaux solaires. Il prospère jusqu'en 2010, en promettant la poule aux œufs d'or à ceux qui cherchent un bon placement. Il entre en bourse, puis se fracasse et se met à l'abri dès 2012 en changeant de nationalité... Franco-Israélien, il est maintenant israélo-hollandais, et habite à Monaco.

Il n'est pas seul dans l'aventure. D'un bout à l'autre il est accompagné par l'amnésie, le laisser-faire de professionnels aguerris dont il sait s'entourer, qui sont pour le public des garanties morales et techniques. Un impressionnant aréopage d'avocats, de conseils, d'hommes de loi, et la présence quotidienne de deux commissaires aux comptes... Mais personne, ou presque, n'a eu l'idée de bouger quand le Titanic a foncé vers l'iceberg, détectable et détecté dès 2010. L'un de ces deux commissaires aux comptes, Stéphane Cohen, est pourtant président des experts-

comptables d'Île-de-France, et il a pris en 2008 la tête d'une commission de lutte contre la fraude.

Lui et son collègue Said Yanis Khadiri sont aujourd'hui poursuivis devant le tribunal de grande instance de Paris par l'administrateur judiciaire chargé de la sauvegarde de l'entreprise, Pierre-Louis Ezavin. Ils sont accusés de « n'avoir pas empêché, et même pour l'un d'eux [Stéphane Cohen - ndlr] favorisé l'émission massive d'obligations alors que la société était déjà en situation irrémédiablement compromise ». Ezavin leur réclame 40 millions d'euros.

Résultat : plus de mille personnes dépossédées, 521 plaintes déposées auprès du tribunal de Marseille par une association de victimes, l'AIS, association des investisseurs de Solabios. Une instruction a été ouverte, confiée au juge Pierre Philipon. Elle est, nous explique-t-on au tribunal et au commissariat, « complexe et délicate ».

Les documents auxquels Mediapart a eu accès ne sont pourtant pas un secret d'État. Il en existe d'autres. Ils sont connus de tous les protagonistes qui dégagent d'ailleurs chacun les leurs, et de toutes les autorités compétentes, alertées depuis longtemps, et à plusieurs reprises.

Une promesse mirifique

« Devenez propriétaire d'une parcelle solaire de 13 m² et gagnez 1 414 € /an net d'impôts. 8 % net de fiscalité. Prix parcelle : 17 677 € HT (Prix TTC : 21 142 €, remboursement TVA de 3 465 € au plus tard 9 mois après signature du contrat). Des revenus versés tous les trimestres et revalorisés à 1,5 % / an. » C'est l'offre qui circulait dans la presse en 2009, publiée par des conseillers en placement. Elle émanait donc de l'entreprise Solabios du jeune Frédéric Errera.

Errera est rassurant. Plutôt rond, le ton feutré, presque hésitant, il apparaît timide à la télévision quand il vante son projet dans les chroniques de BFM Business, et n'a rien du bagout qu'on imagine chez le flambeur que dénonceront plus tard ses plus proches collaborateurs. Il a compris, comme d'autres, que le décret pris par Dominique de Villepin en 2006 ouvrait des perspectives illimitées. EDF devait racheter à 60 centimes d'euro le kilowatt-heure produit par les panneaux solaires installés par les particuliers.

Son idée est donc, au départ, de proposer au

public de se constituer en “Société en participation” (SEP), de vendre des panneaux à ces SEP, lesquelles donnaient mandat à Solabios d’investir en leur nom. Plus tard, Solabios se subdivisera en un maquis impénétrable de holdings et filiales. Mais entre 2007 et 2010 la promesse de ce donnant-donnant est alléchante : versement d’une rente de 8 % pendant 10 ans avec au bout de ce délai la possibilité de rachat par Solabios de la quasi-totalité du prix de l’investissement. Ainsi pour 10 000 euros, le particulier avait la garantie contractuelle de recevoir 800 euros par an, et de revendre ses panneaux au prix de 8 700 euros, soit un gain total de 16 700 euros au bout de dix ans.

Faites le calcul. En dix ans, 10 000 euros deviendraient grosso modo 26 000, une culbute de plus de 150 %. Dès le 9 octobre 2009, un blogueur spécialisé exprime son scepticisme sur internet en parlant « d’arnaqueur » et d’« escroquerie », mais l’envie d’y croire est trop grande et transpire dans les commentaires de cet avertissement : « Solabios prend sa part du gâteau, mais ils me garantissent 8 % certifiés par un notaire... » ; « C’est triste, il y a toujours quelqu’un pour casser le travail de nos entrepreneurs... », etc.

Mille personnes dépossédées

De fait, porté par une vague qui conduit bien des propriétaires de l’époque à examiner la toiture de leur maison pour envisager d’y placer des panneaux et revendre leur électricité à EDF, Solabios prospère à vitesse grand V. En moins de quatre ans une pluie d’argent, presque 50 millions d’euros, est collectée. L’entreprise est admise en 2009 sur le marché libre Euronext et prépare en 2010 son entrée sur le marché Alternext. Solabios n’est donc pas une petite affaire bidouillée par un bonimenteur isolé. Elle est répertoriée, cotée, soupesée par les autorités boursières. Elle est contrôlée par deux commissaires aux comptes qui n’émettront de réserves publiques que lorsque les chaloupes seront mises à la mer.

Tout va merveilleusement bien. La fièvre du panneau solaire fait fondre les méfiances, l’argent rentre. Le problème, c’est qu’il sort aussi, mais pas par les mêmes tuyaux...

Les investisseurs sont souvent des retraités. Ainsi Jean Thomas, le président de l’AIS. Ancien chef d’entreprise, il a des problèmes avec ses caisses de retraite, et se tourne vers cet investissement pour compenser : « La plaquette était belle, on me parlait d’EDF, de l’État, du préfet qui donnait son autorisation, d’Axa qui assurait l’opération. C’était rassurant. » En 2010, il fonce en « plaçant » 200 000

euros. Beaucoup d’autres sont infiniment plus modestes. Une grand-mère confie par exemple ses 17 000 euros d’économie, le prix d’entrée minimal pour investir dans Solabios. Plus de mille personnes mordent à l’hameçon.

Le concept est si puissant qu’il n’attire pas seulement les particuliers. Frédéric Errera rencontre ainsi un jeune entrepreneur corse, Christian Giudicelli. Cet ingénieur en aéronautique a parié lui aussi sur le développement du solaire. Il installe des centrales, et son entreprise, Voltaïca, a connu une croissance impressionnante. Parti de rien son chiffre d’affaires atteint 7 millions d’euros en deux ans, quand il décide de s’associer à Solabios. Il y investira (et perdra pour l’instant) 2,5 millions d’euros. Devenu vice-président de Solabios, il envisagera d’y fusionner Voltaïca, avant de se raviser au vu des comptes qu’il découvrira en prenant ses fonctions, en 2011. Il s’en ira en avril 2012, dans des conditions que nous rapportons plus bas.

Pour l’heure, nous sommes donc en 2010 et l’entrée au sein de Solabios de ce jeune entrepreneur est une aubaine que la communication de Frédéric Errera salue dans un texte en direction de la presse. Si un tel spécialiste associe son entreprise à la sienne, c’est la preuve que Solabios a les reins solides. « J’ai été naïf, j’y ai cru, le secteur était porteur », regrette Christian Giudicelli qui a porté plainte, comme tant d’autres, et qui essaie de se reconstruire, la rage au ventre, tandis qu’Errera l’accuse de n’avoir pas tenu ses engagements.

Les centaines d’investisseurs, eux, n’ont d’abord ressenti qu’une grosse contrariété. Jean Thomas (le président de l’AIS) la raconte, dates à l’appui : « Je suis entré dans le système en mars 2010. Un an plus tard, inquiet de ne rien recevoir, je joins la Société qui m’explique qu’un retard sur un chantier a provoqué ce délai. Je reçois finalement le premier “loyer” de 1 800 euros, puis deux autres en 2012. Ce seront les derniers. Plus rien n’arrivera sur mes comptes. Le 27 septembre, je reçois un courrier : en dépit du contrat que nous avons signé, Solabios en difficulté me propose deux “solutions”. Soit je conserve ma SEP en l’état, mais je ne touche plus rien avant dix-huit mois et ma rétribution de 8 % est réduite à 3 %, soit j’accepte de la transformer en obligations convertibles en actions (donc j’abandonne ma propriété sur les panneaux solaires, en échange de valeurs boursières aux mains du seul Errera), je ne touche rien pendant “seulement” un an, et je

conserve la promesse d'un intérêt à 8 %. Je refuse cette transaction, contrairement à la majorité des investisseurs, pour qui l'attrait des 8 % reste un argument décisif. »

Résumé de la situation : il a fallu patienter un an avant de recevoir la première mensualité, elles sont arrivées au compte-gouttes, et il faudra maintenant attendre douze ou dix-huit mois supplémentaires, pour espérer les prochaines. En fait, elles ne viendront jamais.

Juridiquement, ce qui se passe à Solabios entre 2011 et 2013 est une descente en vrille. Officiellement, selon la comptabilité certifiée en juin 2010 par les commissaires aux comptes, la situation est saine, et consolidée par l'arrivée de Voltaïca. Elle est examinée et validée par la société Genesta chargée de vérifier la solidité des entreprises candidates à l'entrée sur le marché Alternext. « Je me suis fié aux commissaires aux comptes, se défend son directeur, Hervé Guyot. Je n'étais pas chargé d'auditer. »

Solabios est cotée à 17 euros à partir du 31 mars 2011. Au bout de quelques semaines le cours se fracasse, et finit sa carrière en septembre 2013. L'action ne vaut plus alors que 0,79 euro. Solabios est successivement placée sous l'autorité d'un mandataire ad hoc, puis en procédure de sauvegarde, puis sous l'autorité d'un administrateur judiciaire. Elle est désormais en liquidation.

Ainsi la poule aux œufs d'or qui devait multiplier les pains, et gaver ses investisseurs, affiche plus d'1 million d'euros de pertes dès 2010, 7,4 millions en 2011, 6 millions en 2012, 5 millions en 2013, et ainsi de suite. Comment expliquer cette catastrophe financière ?

Il existe un déclencheur technique : la promesse de Solabios reposait sur le décret Villepin, à savoir le rachat du kilowatt-heure à 60 centimes d'euros. Or, en 2010, EDF divise ce prix par cinq. Frédéric Errera ne cessera de mettre en avant cet événement pour expliquer ses déboires. Mais le 2 mars 2011, à la veille de l'entrée en bourse, interrogé sur la chaîne marseillaise LCM, il assure tranquillement que cette baisse « lui paraît normale » car le prix d'achat des panneaux baisse également et compensera un manque à gagner, qu'il « avait anticipé ».

Ces aléas cachent en fait des problèmes comptables autrement plus concrets, et d'une tout autre ampleur. L'administrateur judiciaire Pierre-Louis Ezavin les découvrira deux ans plus tard.

Désigné en octobre 2013 par le tribunal de commerce de Nice dans le cadre d'une procédure de sauvegarde, il décrit les faits dans un rapport daté du 2 octobre 2014 : « Sur 42 millions de fonds investis par les investisseurs, seuls 20 millions auraient servi à l'acquisition de centrales photovoltaïques. »

Myriade de sociétés et vases communicants

Où est allé le reste de l'argent ? Me Ezavin donne des indications chiffrées : « Des rémunérations particulièrement importantes [ont été] versées à une société monégasque, Green Institut, pour près d'un million d'euros en trois ans. » Or qui est le gérant de cette société sise en principauté, avec laquelle Frédéric Errera a passé convention ? C'est Frédéric Errera lui-même... L'administrateur découvrira dans la foulée que le même homme jouait aussi des vases communicants en promenant de l'argent vers une myriade de sociétés, au Danemark ou dans l'État du Delaware (paradis fiscal aux États-Unis). Il avait même créé une trentaine de sociétés commerciales dont quinze ont été dissoutes... Depuis Monaco, Errera explique que cet argent ne faisait que transiter pour des raisons fiscales, et revenait ensuite à la maison mère.

Le patron de Solabios n'était pas égoïste. Il partageait l'argent des épargnants avec ses conseils. Bon mari, il payait son assistante (sa femme) 8 000 euros par mois, selon le rapport de l'administrateur. Il dit que c'est faux. Bon prince, il rémunérait aussi sans compter les avocats, conseils ou commissaires aux comptes. « 55 % du chiffre d'affaires en 2011, 91 % du chiffre d'affaires en 2012, 60 % du chiffre d'affaires en 2013 », précise Me Ezavin. « Ça coûte très cher d'entrer en bourse », réplique Errera à Mediapart. Ceux qui ont investi dans son affaire et perdu leur argent ne le contrediront pas...

L'amnésie des commissaires aux comptes

Les deux experts-comptables de Solabios, Said Yanis Khadiri (qu'on a vu avec Emmanuel Macron dans l'émission de France 2 Des paroles et des actes) et Stéphane Cohen, aujourd'hui président de l'ordre des experts-comptables Paris-Île de France, ont touché à eux deux 1 million d'euros en trois ans de 2010 à 2012, c'est-à-dire 15 % du chiffre d'affaires de Solabios. Ils réclamaient encore à la société en perdition 150 000 euros pour l'année 2013. L'avocat de Stéphane Cohen, Me Olivier Pardo, ne dément

pas la somme : « Les honoraires ont été validés par la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Paris lors d'un contrôle effectué le 8 avril 2013. »

Une si haute rétribution permet d'imaginer que chaque chiffre était vérifié au microscope. Des courriers et des échanges de mails que Mediapart a pu consulter prouvent que les experts-comptables ont effectivement débattu, dès 2010, des incohérences, puis des irrégularités, mais qu'ils se sont violemment opposés sur l'opportunité de les révéler. Il ressort de ces échanges que Stéphane Cohen faisait étroitement équipe avec le patron de Solabios et avec ses avocats, contre Said Yanis Khadiri qui prenait ses



Said Yanis Khadiri auprès d'Emmanuel Macron, sur France 2

Ainsi, le 2 juin 2010, au moment de clôturer les comptes des six premiers mois de l'année, décisifs pour l'entrée sur le marché Extranext, M. Khadiri fait part, par écrit, d'objections techniques portant sur des questions de facturations. L'avocat d'Errera, Johann Lissowski à l'époque, prévient aussitôt son client, lequel répond le même jour, à 19 heures 22 : « OK, j'ai vu avec Stéphane [Stéphane Cohen - ndlr], on va lui rentrer dans le lard après son rapport. »

Le "lard" sera courtois, mais enregistré par un micro clandestin. « Je me méfiais de lui, explique Errera. Il passait son temps à démolir Stéphane Cohen depuis que j'avais annoncé son arrivée officielle comme co-commissaire aux comptes, alors j'ai pris mes précautions, je le reconnais franchement. » La réunion a lieu à trois, le patron, l'avocat et le commissaire aux comptes Khadiri. Khadiri finira par donner des conseils pour "meubler" la comptabilité. L'enregistrement sera illico presto envoyé à l'autre (futur) commissaire aux comptes, par mail, sous le titre "Kiffe bien". Réponse de Stéphane Cohen qui entrera en fonction le 1er juillet suivant : « Excellent,

j'adore. » Finalement, les comptes seront validés le 30 juin.

Errera et Cohen se connaissent depuis 2008, et en 2009 le second est d'abord devenu commissaire aux comptes d'une holding dépendant de Solabios. De lui Errera dit qu'il était chaleureux, qu'il lui disait tout le temps « Tu es mon pote » et lui donnait des conseils de gestion, notamment pour l'entrée en bourse. Une étroite proximité que dément catégoriquement l'avocat de l'intéressé (lire l'intégralité de son point de vue sous l'onglet "Prolonger"), et qui s'est maintenue jusqu'en 2012. Les échanges publiés en portent au minimum la trace. De même, l'entrée en bourse sur Alternext verra Stéphane Cohen plaider lui-même le dossier Solabios auprès de la société Genesta. Son directeur, Hervé Guyot, le confirme dans un courrier : « Effectivement, nous avons été en contact très réguliers avec Wingate [Stéphane Cohen, Peggy Huard] et avons eu de très nombreux échanges avec eux entre septembre 2010 et mars 2011, notamment. »

L'affrontement entre Cohen et Khadiri, et la proximité de Cohen et d'Errera culmineront l'année suivante, après l'entrée en bourse, l'effondrement du cours, la suspension des versements aux investisseurs, et l'inquiétude manifestée par l'AMF (Autorité des marchés financiers). Le 2 octobre 2011, Khadiri sonne, seul, l'alarme dans une lettre recommandée adressée à Errera, avec copie à son confrère Cohen. Le courrier se termine par cette phrase : « Compte tenu de la situation, nous pensons que les faits mentionnés ci-dessus sont de nature à compromettre la continuité de l'exploitation de la société. »

Les réponses écrites apportées par le PDG n'apaisent pas les réticences de Khadiri, ce qui met en colère Stéphane Cohen. « Khadiri nous mettait des bâtons dans les roues », raconte Errera. Cohen écrit au PDG, dans un mail daté du 25 octobre : « Il me vise. Je vais devoir lui répondre et cela va être très agressif. » Finalement, les comptes seront validés par "Steph" et Khadiri, le 30 novembre, malgré 7,4 millions de pertes. Il faudra attendre le mois de juin 2013, alors que le bateau coule depuis longtemps, pour que les deux hommes émettent enfin « des réserves » sur une série de conventions.

Une chaîne de proximité

Stéphane Cohen, sur BFM Business
Stéphane Cohen, sur BFM Business



L'avocat de Cohen, dans sa longue explication intégralement publiée sous l'onglet Prolonger de cet article, met en avant des alertes multiples. Le lecteur constatera que la première n'est pas signée par lui, et que la seconde, celle de 2013, émet seulement « des réserves ».

Voilà pour la régularité comptable. Mais un autre acteur a tiré la sonnette d'alarme, très vite et très fort, et pour cause : c'est son propre argent qu'il voyait s'envoler. Christian Giudicelli, qui a apporté au total 2,5 millions dans l'aventure est celui qui a vécu au plus près le passage brutal des promesses de Solabios à la réalité de ses comptes.

Trois mois après l'entrée en bourse, Giudicelli écrit à Errera : « Nous vivons au-dessus de nos moyens. » Et il cite des honoraires d'avocat à hauteur de 338 000 euros en six mois, des honoraires divers (110 000 euros en six mois), des honoraires de conseil (212 000 euros en six mois), 12 000 euros de timbres, 2 000 euros de papier et de stylos par mois, des réparations informatiques pour 20 000 euros. Il a cette phrase définitive : « Nous payons les centrales d'hier avec les levées d'aujourd'hui et nous creusons chaque jour le déficit. » Un jugement qui fait écho à celui de l'administrateur Pierre-Louis Ezavin : « La société Solabios était déjà à la fin de l'exercice 2011 en situation irrémédiablement compromise. »

La situation est donc désespérée quelques mois seulement après l'entrée en bourse sur le marché Alternext. C'est pendant cette période que le PDG Errera se souvient soudain que sa maman est hollandaise, et il éprouve l'envie filiale d'acquérir cette nationalité, lui qui en détient déjà deux... Le 15 décembre 2011, l'homme devient hollandais. Le 3 février suivant, il déclare à l'ambassade de France à Monaco sa volonté de perdre la nationalité française en application des articles 23 et 23-1 du code civil.

Organise-t-il son insolvabilité ? Il tombe des nues quand Mediapart lui pose la question. « Mais pas du tout ! J'étais dégoûté de la France. » Dégoûté de la France mais pas de l'argent de ses investisseurs : il s'accrochera à son fauteuil avec la dernière énergie, jusqu'en 2014, allant même jusqu'à faire poser des scellés sur ses bureaux parisiens après avoir contraint ses derniers salariés à descendre dans le parking de l'immeuble sous la menace d'un maître-chien. Le siège sera transféré dans la riante cité de Beausoleil, qui domine... Monaco.

Les commissaires aux comptes ne l'ont sans doute pas su. À leur décharge, on constate dans cette affaire une amnésie générale des institutions chargées de veiller à la régularité des transactions. Ainsi, mis en minorité par son conseil d'administration le 23 septembre 2013, Frédéric Errera décrète la nullité de la décision, improvise un autre conseil avec des proches et des membres de sa famille, et court faire valider l'opération par un greffier du tribunal de commerce de Nice qui l'inscrit aussitôt au registre Kbis. Saisi par la partie adverse, le juge du même tribunal estimera qu'il n'a pas qualité pour juger de la validité de l'acte du greffier, ce que confirmera la cour d'appel d'Aix-en-Provence.

Autre absence de réaction dans la chaîne de contrôle, celle, encore plus étrange, d'un notaire de Bléneau, dans l'Yonne, François Dinet. Il a enregistré la vente du siège de Solabios (3 millions d'euros) sans remarquer que ce bâtiment était frappé par une hypothèque de 1 million d'euros, et a même versé cette somme à la société Green Institute de Monaco, détenue comme on le sait par M. Errera. Juste après son virement étourdi, Me Dinet a pris sa retraite. L'affaire est en justice.

La justice précisément... Elle a été sollicitée maintes et maintes fois, et saisie depuis longtemps par l'Association des investisseurs de Solabios. La machine se met en route au printemps 2015, tout doucement. Le pôle financier examine le dossier, les policiers entendent et entendront les plaignants, dans la discrétion. Au tribunal, un connaisseur du dossier éclate de rire quand il apprend que Mediapart enquête : « Ah, Solabios... Vous en savez plus que nous, sans doute... Il y a de gros intérêts dans cette affaire, vous savez. »

Frédéric Errera, désormais hors de portée de la justice française, est toujours résident monégasque et n'a pas disparu du monde des

affaires. Sur Viadeo.com il se présente ainsi : « Leveur de fonds pour PME cotées ou non. Secteur de l'industrie ou autres. Grande expérience des marchés boursiers et financiers en France et étranger. »

Cette carte de visite est accompagnée d'un message appétissant : « Entrepreneur dynamique, je suis à la recherche de partenariats qui me permettront de développer ma clientèle ainsi que celles de mes partenaires. Je suis dans un marché en pleine croissance (investissements en maisons de retraite médicalisées, énergie renouvelable). Contactez-moi vite. Leveur de fonds professionnel. Plus de 50 millions levés depuis 2006. » Le juge Pierre Philipon a peut-être intérêt à ne pas trop tarder. Une rechute est si vite arrivée...

mediapart.fr

II) 36 % des agriculteurs prêts à voter pour Marine Le Pen

Par Arnaud Carpon et Frédéric Hénri | Terre-net Média

Si la présidente du Front national se présente en 2017 à l'élection de la présidence française, plus d'un tiers des agriculteurs pourrait voter pour elle, selon le baromètre agricole Terre-net Bva.



Intentions de vote des agriculteurs et des Français pour Marine Le Pen aux élections présidentielles de 2017 (©Terre-net Média)

A 24 mois de la prochaine élection présidentielle de 2017, rien n'est joué ! Mais le baromètre

agricole Terre-net Bva (1) réalisé auprès de 476 agriculteurs donne une idée de l'état de leurs opinions politiques. En effet, 36 % d'entre-eux pourraient voter pour Marine Le Pen, contre 24 % pour l'ensemble des Français (2).

Avec 12 points d'écart, les agriculteurs seraient ainsi plus frontistes que l'ensemble de la population française en 2017 ! Une nouveauté dans la mesure où, lors des précédentes élections présidentielles, la proportion d'agriculteurs votant pour le candidat du Front national au premier tour était traditionnellement plus faible que pour l'ensemble des Français.

Ceci dit, Marine Le Pen n'est pas prête à recueillir la majorité des suffrages des Français. 72 % des électeurs (et 64 % des agriculteurs) ne voteraient pas pour elle en 2017.

Le potentiel d'électeurs agriculteurs de Marine Le Pen est relativement homogène selon l'âge, le secteur de production ou la région des interrogés. A ceci près que c'est dans l'Ouest de la France que la présidente du Front national recueillerait le moins de suffrages (24 %), alors que dans les autres régions, son potentiel oscille entre 36 et 44 %.

Un glissement des agriculteurs de droite moins fort

Par ailleurs, la sensibilité du monde agricole pour les partis de droite reste traditionnellement très forte : 60 % des agriculteurs se déclarent proches des partis de droite (Udi, Ump, FN), contre seulement 35 % au sein de la population française. Or le glissement des agriculteurs vers le parti de Marine Le Pen est plutôt moins fort qu'au niveau de l'ensemble des Français. Sur la base des sympathisants de droite, seuls 43 % des agriculteurs voteraient pour Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2017, contre 48 % pour l'ensemble des Français.



Intentions de vote des agriculteurs et des Français sympathisants de droite pour Marine Le Pen aux élections présidentielles de 2017 (©Terre-net)

Les résultats du baromètre agricole Terre-net Bva seraient probablement différents si ce dernier avait été élaboré à partir d'un panel de personnalités candidates à l'élection de la présidence de la République, parmi lesquelles aurait figuré Marine Le Pen. Les agriculteurs se seraient en effet exprimés en se situant par rapport à ces candidats potentiels.

Leurs intentions de vote en faveur de Marine Le Pen peuvent aussi s'expliquer par la conjoncture économique défavorable qui n'épargne quasiment aucune filière agricole et par la mise en œuvre très complexe de la nouvelle réforme de la Pac.

Enfin, la Politique agricole française défendue par le Front national est, pour les opposants à la Pac, la seule alternative à la politique actuelle même si elle n'apporte pas des réponses crédibles selon de nombreux experts.

N.B : (1) Enquête réalisée par internet du 17 mars au 7 avril 2015 auprès de 476 agriculteurs professionnels, connectés à Internet âgés de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : régions, et orientation principale de l'exploitation (grandes cultures / polyculture-élevages / autres : viticultures-arboriculture-maraîchage)-Source RGA 2010.

(2) Enquête réalisée auprès d'un échantillon de 1030 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, recrutés par téléphone puis interrogés par Internet les 2 et 3 avril 2015. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, profession du chef de famille et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

terre-net.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Quand Marine Le Pen invente l'extrême droite caviar

Baptiste ROSSI Ecrivain



La présidente du Front national au Gala du Time Magazine, le 21 avril 2015, à New York. (Photo Timothy A. Clary,AFP)

Regardez son sourire et imaginez combien lui importe votre retraite, votre loyer, vos soucis. Votre bulletin de vote, c'est simplement son carton d'invitation dans le monde des puissants.

En ce mois d'avril 2015, les masques sont enfin tombés. Le Front national, tête haute et mains propres, est apparu sous son vrai visage. On voulait prendre le Front national en défaut d'arrivisme, on était bien en peine. Mais Marine Le Pen, cette si géniale stratège, vient de commettre sa plus grande erreur. Les images consternantes de la soirée organisée au Time Magazine sont la preuve de sa véritable nature, ce qu'on appelle de tout temps, assez peu originalement, l'arrivisme et la concupiscence. C'est un aveu : le Front national n'aime pas la France, il est accro au pouvoir.

Quand le grand magazine américain, symbole de la jet-set, invite la présidente du Front national sous ses ors, on voit une Marine Le Pen, avec la candeur du ravissement, se précipiter dans l'antre de la puissance, de l'argent, de la notoriété, y glapir de contentement avec son compagnon. Voici à quoi ressemblera le gouvernement frontiste si un jour, 2017 ou 2022, le FN conquiert la présidence : des sourires carnassiers, des mines lumineuses, des dents de loups à l'idée de se voir en haut de l'affiche. Marine Le Pen a inventé l'extrême droite caviar.

Le national populisme Louboutin. Le souverainisme champagne.

En finir avec le règne de Bruxelles, et commencer celui de Broadway. Comment, sans mourir de rire, peut-on contempler la procureure professionnelle de l'entre soi dîner avec Kanye West et les publicitaires branchés ? C'est le patriotisme dollar qui brille. Une certaine idée de la France, et des robes de gala, le mélange de Clovis et du jet-lag, le mariage du sacre de Reims avec Vanity Fair. Qu'est ce qu'une nation ? Demandait Renan. Marine Le Pen vous répond après les hors-d'œuvre. Répétons-le : le Front national vous trahira. Regardez son sourire et imaginez combien lui importe votre retraite, votre loyer, vos soucis. Votre bulletin de vote, c'est simplement son carton d'invitation dans le monde des puissants.

Mais, au fond, en quoi ces images sont-elles importantes ? D'abord, on pourrait se gausser de la contradiction. Fustiger, en France, le règne des bobos de Saint-Germain et arpenter les pince-fesses de New York, cela rappelle cette maxime de la Bible, une histoire de paille dans l'œil du voisin et de poutre dans le sien. Remarquons que cela doit faire souffrir, une poutre fichée dans son œil. A croire que l'éborgnement, chez les Le Pen, se transmet avec les gênes.

Mais le plus important est ailleurs. Ce qui s'est passé lors de cette soirée de Time Magazine, c'est la démonstration que les Le Pen, père ou fille ou nièce, se contrefoutent de l'avenir des Français. Que leur hargneuse soif de revanche les mènera inévitablement à ce genre de masturbation égotique, d'onanisme paparazzé, doublé d'un clanisme absolu. Marine Le Pen et Louis Aliot, nos deux adolescents au bal du lycée, ont été d'une sincérité presque touchante : voilà leur but, flâner, ravis et vengés, sur les tapis rouges. Tout le reste, les promesses et les idées, ce n'est que de l'habillage et de la démagogie. Les Le Pen en soirée ? Travail, famille, paillettes.

Ainsi, contrairement à ce que disait François Hollande, le Front national ne parle pas comme un tract du Parti communiste : il agit comme un apparatchik du Parti communiste. Il parle du peuple pour se goberger d'honneurs, il s'engraisse de ses rentes, il sombre dans le contentement de soi, le copinage en smoking. Avant de voter pour Marine Le Pen, regardez encore une fois son sourire sur tapis rouge. Au moins vous voilà prévenus.

IV) Emmanuel Macron théorise sa vision du capitalisme à la française



Dans sa tribune, Emmanuel Macron veut mettre en oeuvre un capitalisme dont la logique s'inscrit sur le long terme. (Crédits : © Charles Platiau / Reuters)

Le ministre de l'Economie a publié une tribune dans le journal Le Monde où il entend promouvoir un capitalisme à la française fondé sur l'actionnariat salarié, mais passant également par l'implication des investisseurs institutionnels dans des stratégies de long terme. Il en profite pour justifier la montée de l'Etat dans le capital de Renault...

Le ministre de l'Economie Emmanuel Macron se lance vendredi dans un long plaidoyer pour le développement de l'actionnariat français, soucieux de voir le pays entrer dans "une ère de capitalisme naïf" où priment les "stratégies de court terme".

Dans une tribune publiée dans Le Monde vendredi, M. Macron se livre à une longue analyse de l'évolution du capitalisme français, énonçant des propositions pour créer "un capitalisme de long terme, qui accompagne nos entreprises dans leurs investissements et dans leur transformation".

Il conclut son texte d'une phrase: "C'est ce que mon expérience dans le privé m'a appris, et c'est le sens de mon action aujourd'hui".

Rejet du colbertisme

Se défendant de souhaiter le retour d'"un +âge d'or passé ou d'un colbertisme qui a aussi eu ses limites", le ministre estime que "la création de valeur actionnariale sur le long terme, recherchée par les investisseurs comme les fonds de pension, les salariés ou d'autres, peut bien souvent retrouver l'intérêt général".

"Il n'y aura pas de réindustrialisation française sans transformation du capitalisme français",

assène-t-il en suggérant "trois leviers". Le premier, explique-t-il, est d'"inciter plus fortement les Français à investir dans nos entreprises", via l'élargissement du PEA-PME (plan d'épargne par actions), le développement de l'actionnariat salarié ou encore l'extension de l'épargne salariale aux PME.

Pour cela, il faut "rendre la fiscalité des actionnaires individuels plus encourageante" car "l'actionnariat salarié est un élément de stabilité, comme le montre l'exemple d'Air liquide ».

Les investisseurs institutionnels "remobilisés"

Le deuxième levier consiste à "remobiliser les investisseurs institutionnels pour le financement de notre économie". "En réorientant les fonds des caisses de retraites vers la détention d'actions françaises et en associant d'autres investisseurs à leur côté", détaille-t-il. Et en se battant pour que la détention d'actions ne soit pas "trop coûteuse au regard de l'exigence prudentielle de niveaux de fonds propres pour nos entreprises d'assurance".

Le troisième enfin réside pour M. Macron dans "le long terme". "L'intérêt général économique nécessite de favoriser les acteurs qui portent intrinsèquement une vision de long terme", dit-il, évoquant l'attribution de droit de votes doubles aux actionnaires conservant leurs titres au moins deux ans.

L'affaire Renault...

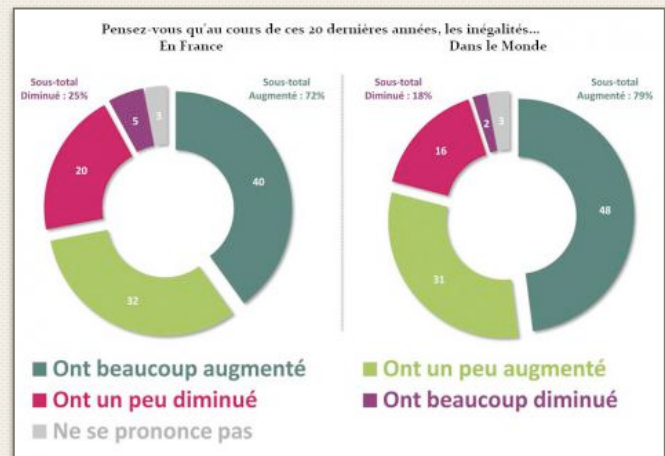
Il justifie à cette occasion à nouveau la stratégie récente de l'Etat qui a racheté des titres de Renault, de manière à "constituer une minorité de blocage". "Nous devons façonner le capitalisme à l'image de nos ambitions", poursuit le ministre, pour qui il faut "accepter que l'économie de marché est un rapport de force sur lequel nous avons les moyens de peser".

latribune.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Les Français toujours plus attachés à l'égalité, mais toujours plus préoccupés

Benjamin konig-humanite.fr



DR

Notre sondage Harris Interactive pour « l'Humanité Dimanche » laisse apparaître l'ampleur de la prise de conscience des inégalités dans la population française. Le constat est sans équivoque: les Français sont tout à fait conscients, et soucieux, de la montée des inégalités en France comme dans le monde. Mais ils sont aussi très sceptiques sur les institutions qui devraient les réduire. Et, selon leurs sympathies politiques, ils se sentent plus ou moins concernés...

Bien sûr, il est difficile de ne pas être pour l'égalité, ou contre les inégalités. C'est ce qui ressort de prime abord de notre sondage, et c'est sans aucun doute un point d'appui idéologique. Une majorité de Français estiment ainsi que l'égalité est un principe auquel ils accordent une grande importance (87 %, dont 44 % « très important»). De même, une large part pense que les inégalités sont aujourd'hui importantes en France (82 %) et plus encore dans le monde (90%). Quant à l'évolution des inégalités, ils sont 72 % à penser qu'elles ont augmenté au cours des 20 dernières années, et 70 % que ce sera encore le cas au cours des 20 prochaines.

Un chiffre paradoxalement en baisse par rapport au sondage CSA- « l'Humanité » de novembre 2013: 90 % des personnes interrogées estimaient alors que les inégalités allaient augmenter. Si tous ces chiffres révèlent un large consensus, le diable se niche souvent dans les détails: plus on est à gauche, plus on est égalitaire. Chez les sympathisants de gauche, seulement 4 % pensent que le principe d'égalité est faiblement important

(1 % pour le FG), contre 19 % à droite, et 17 % au FN.

LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS, TOUJOURS UNE PRIORITÉ

En 2013 déjà, 84 % des Français jugeaient la lutte contre les inégalités prioritaire (et 86 % dans le monde): ce chiffre n'a pas évolué.

Là encore, cette quasi-unanimité cache des écarts: en ce qui concerne la société française, 95 % des sympathisants de gauche (et 100 % de ceux du FG!) estiment prioritaire de réduire les inégalités, contre 75 % à droite. De la même façon, si 74 % des Français sont préoccupés par les inégalités dans le monde, ils sont 91 % à gauche, 69 % à droite et ... 60 % au FN. D'autre part, les domaines jugés prioritaires sont révélateurs d'une pensée politique.

En France, sans surprise, c'est l'emploi qui arrive en tête, avec 58 % de « tout à fait prioritaire ». Dont 72 % pour les sympathisants du FG, mais 64 % pour l'ensemble de la gauche, 57 % à droite, et 56 % au FN. Dans quasiment toutes les catégories, il est d'ailleurs frappant de constater à quel point les sympathisants de gauche et plus encore ceux du FG sont davantage sensibilisés à la question des inégalités. Avec une particularité: l'accès au service public, jugé « tout à fait prioritaire » par 65 % des sympathisants FG, mais peu par les autres: 37 % pour l'ensemble de la gauche, 31 à droite et 28 % au FN.

LE FN PAS PLUS CONCERNÉ QUE LA DROITE

C'est un des enseignements majeurs de ce sondage: les sympathisants du FN, malgré le vernis social dont Mme Le Pen a repeint son discours, sont beaucoup moins sensibles aux inégalités que la gauche, et même que l'ensemble des Français. En la matière, au FN, on pense à droite, en somme. Ils ne sont « que » 67 % à être préoccupés par les inégalités en France (contre 95 % au FG par exemple), et encore moins pour le reste du monde (60 %, contre 89 % au FG).

Par rapport à la moyenne des Français, les sympathisants FN sont moins sensibles à des questions pourtant essentielles telles que l'accès aux soins médicaux (« tout à fait prioritaire » pour 49 % contre 56 %), la nourriture (51 % contre 56 %), l'école (45 % contre 55 %) et surtout le logement (40 % contre 49%).

sous-total augmenté moyenne des Français: 72 % sympathisants de gauche: 81 % Dont: sympathisants du Front de gauche: 86 % sympathisants de droite: 64 % sympathisants du

Fn: 73 % personnes pensant que les inégalités sont aujourd'hui importantes en France: 81 % sous-total augmenté moyenne des Français: 79 % sympathisants de gauche: 88 % Dont: sympathisants du Front de gauche: 88 % sympathisants de droite: 74 % sympathisants du Fn: 73 % personnes pensant que les inégalités sont aujourd'hui importantes dans le monde: 84 %

Notre sondage permet également de faire apparaître les attentes des Français en matière de réduction des inégalités, qui diffèrent sensiblement selon qu'elles concernent la société française ou le monde.

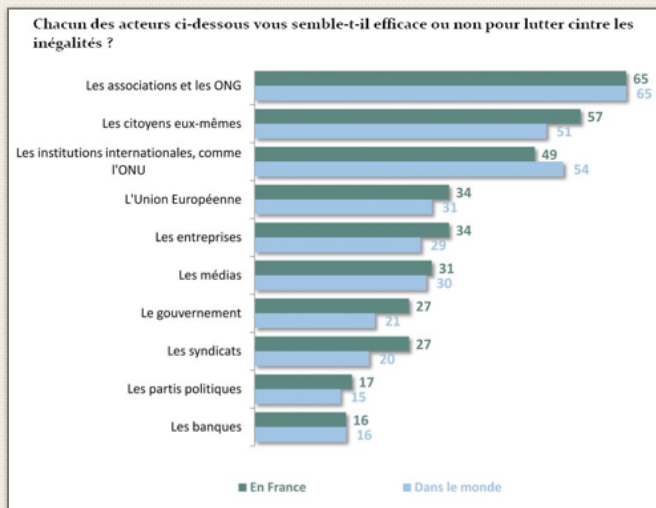
Avec toutefois une constante: la gauche, et les sympathisants du FG en particulier, sont toujours plus en pointe sur l'ensemble des sujets que l'ensemble des Français. Autre particularité, les chiffres sont plus importants en ce qui concerne la réduction des inégalités dans le monde que dans la société française, notamment car les Français jugent « tout à fait prioritaire (s) » les accès à l'eau (77 %), à la nourriture (73 %), aux soins médicaux (69 %), à l'école (67%). Pour la France, c'est l'emploi qui reste la priorité absolue, surtout pour les sympathisants du FG (72 %, contre 58 % pour l'ensemble des Français).

LES CLASSES POPULAIRES EN PREMIÈRE LIGNE

Cela paraît évident: les classes populaires sont les premières concernées. Et sont donc logiquement plus attachées au principe d'égalité: 52 % des foyers dont le revenu mensuel est inférieur à 1200 euros y attachent une « très grande importance », contre 38 % de ceux gagnant plus de 5 000 euros. Au risque d'enfoncer des portes ouvertes, on peut résumer ainsi la situation: plus on est pauvre, plus on est préoccupé par la question des inégalités. Une préoccupation toujours majeure, mais qui varie selon les catégories de revenus: entre 79 % et 76 % pour les foyers dont le revenu mensuel oscille entre moins de 1200 euros à moins de 3500 euros. Au-delà, la question est beaucoup moins sensible: 69 % pour les foyers percevant entre 3500 et 5000 euros, et 56 % au-dessus. Il est frappant de constater que les classes « supérieures » (au-delà de 2300 euros mensuels) sont plus sensibles aux inégalités dans le monde que dans la société française. Une perception inversée pour les classes populaires ... qui sont touchées au quotidien par les inégalités.

sous-total prioritaire Moyenne des Français: 84 % sympathisants de gauche: 95 % dont: sympathisants du Front de gauche: 100 %

sympathisants de droite: 75 % sympathisants du Fn: 79 % diplôme inférieur au bac: 90 % personnes pensant que les inégalités sont aujourd'hui importantes en France: 93 %



ET QUI POUR Y RÉPONDRE ?

C'est là que le bât blesse ... et que la crise de confiance éclate. Les Français ne font confiance ni aux partis politiques (efficaces pour 17 %), ni aux syndicats (27 %, mais 60 % chez les sympathisants FG), ni au gouvernement (27 %), ni aux entreprises ou à l'UE (34 % chacun) pour lutter contre les inégalités. Alors qui ? Eux-mêmes. Cela témoigne sans doute d'un sens de la solidarité, mais peut aussi être un repli. 57 % des Français jugent les citoyens efficaces, un chiffre qui atteint 68 % chez les sympathisants de gauche (60 % à droite, 44 % au FN). Les associations et les ONG sont plébiscitées: 65 % les croient efficaces, en France comme dans le monde (82 % à gauche). Et les Français sont très critiques envers les médias, les entreprises et les banques. Difficile de leur donner tort. Olivier Dartigless, porte-parole du PCF. « La gauche doit répondre à l'aspiration à l'égalité » « ce qui frappe, c'est la disponibilité de la société pour se battre sur les questions d'égalité. on parle souvent de droitisation de la société, mais ce sondage montre qu'il y a aussi des mouvements d'opinion progressistes. l'enquête montre que l'égalité reste l'aDN de la gauche et c'est le rôle de la gauche que de répondre à cette aspiration. le peu de confiance accordé aux partis politiques dans cette lutte montre ce que sont les ferments de la crise politique actuelle: les alternances entre gauche et droite n'ont pas su répondre à la montée des inégalités. les Français constatent que les inégalités progressent et qu'il y a donc un manque de courage politique pour s'y attaquer. c'est d'une alternative réelle qui remette en cause le système économique, qui crée ces inégalités, dont ont besoin les citoyens. Sur l'emploi et les salaires,

cette enquête montre en creux le choc sur les inégalités de revenu: comment les citoyens pourraient-ils accepter que des patrons reçoivent des chèques de bienvenue de plusieurs millions d'euros au regard des bas salaires qui ne permettent plus de vivre ? c'est pour cela que nous proposons d'y mettre fin avec une juste répartition des richesses qui taxe les hauts revenus, d'une part, et permet à chacun de bien vivre, d'autre part. ce sondage confirme que la question de l'égalité est un axe de lutte et de rassemblement qui peut parler à un nombre considérable de forces politiques, associatives et syndicales. remettre au cœur du débat politique la question de l'égalité est un enjeu politique majeur et ce sondage montre qu'après de nombreuses défaites idéologiques, nous pouvons gagner. »

Eric Aubin, dirigeant de la CGT. « Je ne suis pas étonné par les résultats de ce sondage. Les Français vivent concrètement tous les jours les conséquences des politiques menées ces dernières décennies, qui ont accentué les inégalités. Le fait que l'égalité soit une valeur très importante pour les Français est un point d'appui important à l'heure où on nous impose tant de régressions sociales au nom de " l'équité " qui remplace l'égalité. Dans l'emploi, les inégalités entre salariés ont explosé entre les travailleurs selon les entreprises, grandes ou petites, donneurs d'ordres ou sous-traitants, et entre les branches, avec des phénomènes, comme les travailleurs détachés, qui tirent vers le bas. L'égalité des droits des travailleurs est donc un combat fondamental.

L'exemple des inégalités hommes-femmes est frappant. La CGT se bat pour faire appliquer l'égalité salariale, qui permettrait, en 10 ans, non seulement aux femmes d'avoir un traitement égal, mais aussi de mettre à l'équilibre une protection sociale aujourd'hui mise à mal.

On voit dans ce sondage que les syndicats n'ont pas fait suffisamment preuve de leur efficacité, ces dernières années, pour réduire les inégalités. Nous avons entamé une réflexion pour être plus efficaces dans la lutte contre les discriminations et pour l'égalité au travail. Mais la réussite passe par un renouveau syndical basé sur des adhésions plus nombreuses et une meilleure représentation dans les entreprises. À nous de nous adapter et de mieux permettre aux salariés de se syndiquer pour faire avancer l'égalité. »

A Suivre...
La Presse en Revue